

Print

La Militarisation des corridors de pipelines en Amérique latine

De [Dr. Micheline Ladouceur](#)

Global Research, juin 16, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-militarisation-des-corridors-de-pipelines-en-am-rique-latine/1504>

Les États-Unis sont impliqués dans des actions parallèles visant la militarisation de l'Amérique latine. Cette démarche de Washington est comparable à celle menée au Moyen Orient en Asie centrale, en raison des vastes ressources en pétrole et en gaz naturel dans cette région.

Cet article a été publié initialement le 23 mai 2003

La montée en puissance des pétrolières américaines et le renforcement de l'arsenal militaire se confirment dans plusieurs régions du monde. Centrée sur l'axe pétrolier de la mer Caspienne, plusieurs accords militaires furent signés dans la perspective du contrôle des ressources, notamment pétrolières et gazières. Cet espace stratégique dominé par les majors anglo-américaines du pétrole (entre autres BP, Exxon, Chevron, Unocal) constitue désormais un des territoires hautement surveillés (incluant désormais la région kurde de la Turquie). Au détriment des populations, l'ambition pétrolière implique la «sécurité» des zones de production et d'acheminement des hydrocarbures.

Cette stratégie de militarisation de l'Asie centrale s'inscrit non seulement dans le cadre des plans de guerre visant l'Irak, mais aussi dans le cadre de la militarisation de plusieurs espaces stratégiques à l'échelle globale. À ce titre, les États-Unis sont également impliqués dans des actions parallèles visant la militarisation de l'Amérique latine. Cette démarche de Washington est comparable à celle menée au Moyen Orient en Asie centrale, en raison des vastes ressources en pétrole et en gaz naturel dans cette région. Par ailleurs, les mêmes pétrolières anglo-américaines impliquées au Moyen Orient et en Asie centrale sont présentes en Amérique latine. Et il y a une cohérence au niveau des actions stratégiques menées dans différentes régions du monde par Washington, au profit de ces compagnies.

De fait, les puissances pétrolières imposent leurs règles à l'échelle planétaire. L'Amérique latine n'est pas reconnue comme un « foyer de guerre », mais les enjeux sont semblables alors que les pétrolières envahissent les territoires (empiétant des terres ancestrales de divers peuples autochtones) en déclenchant de nouveaux conflits armés et en militarisant les régions riches en hydrocarbures. Sous le prétexte de la pacification de la région, les États-Unis ont amorcé une présence militaire sans précédent en Colombie tout en provoquant une militarisation généralisée qui s'étale dans l'ensemble de la région. Alors que les États-Unis présentent la Colombie comme un « foyer du terrorisme » (guérilla, FARC, et paramilitaires) ainsi qu'un espace dominé par les cartels de la drogue, l'occupation militaire états-unienne fut légitimée par le «Plan Colombie» (en opération depuis janvier 2000). La mission de détruire la culture de la coca et de combattre les cartels de la drogue cache un autre objectif. Ces régions constituent également des territoires à potentiel pétrolier n'ayant pas encore été exploités.

Le Plan Colombie, le projet de la ZLEA (Zone de libre échange des Amériques) ainsi que l'annonce du Plan Puebla-Panama au Mexique en juin 2000 ne sont pas sans lien avec les intérêts pétroliers. Dans le contexte de la construction d'une soi-disant intégration régionale, la conquête des espaces pétroliers et gazières se combine à la domination des espaces-clés comportant l'ensemble des ressources stratégiques (mines, eau, forêts, produits agricoles, biodiversité et drogue) par les plus puissantes transnationales. Consolidant le pouvoir des investisseurs, les États-Unis souhaitent dominer, voire militairement, l'ensemble des espaces stratégiques et contrôler l'hémisphère des Amériques. Le rapport "The Western Hemisphere: An American Policy Priority" recommanda vivement "l'établissement d'un mécanisme de sécurité sur l'hémisphère" ("hemispheric security mechanism") alléguant la conjoncture des conflits armés et des cartels de la drogue en Colombie.¹

On remarque désormais en Amérique latine le développement d'une déstabilisation régionale, généralisée, au profit des pétrolières et des plus grandes transnationales ainsi que de l'industrie militaire. Les conflits socio-ethniques et territoriaux se multiplient, les terres ancestrales et l'environnement sont sacrifiés au profit des majors du pétrole.

Partout dans le monde, la « convoitise pétrolière » modifie profondément les espaces socio-ethniques. Les espaces stratégiques convoités en Amérique latine par les pétrolières sont occupés en grande partie par des peuples autochtones (incluant les paysans ou métis ayant perdu leur statut d'Indien ainsi que les populations noires). Les principaux fronts pétroliers avancent vers les terres ancestrales des autochtones et des populations noires et métisses, populations ruinées par les politiques d'ajustement structurel appliquées sous les auspices du FMI depuis le début des années 80. Les autochtones reculent ainsi derrière la frontière du pétrole et du gaz. Les populations sont déterritorialisées, forcées de se déplacer vers d'autres espaces ou contraintes à demeurer à la marge des zones pétrolières et des corridors de pipeline.

En Amérique latine, les projets de mégapipelines de gaz et de pétrole se multiplient (Gasbol au Brésil et en Bolivie, Gasyrg en Bolivie,² le gazoduc de l'intégration, Gasin, au Brésil et dans les pays frontaliers,³ Uruçu-Porto-Velho en Amazonie brésilienne, Camisea Gaz au Pérou, Oléoduc de pétrole brut lourd-OPC en Équateur, la poursuite des activités du pipeline Cano Limon en Colombie, etc.). Les oléoducs et gazoducs envahissent des milliers d'hectares de terres ancestrales non seulement en Amazonie, mais également dans les Andes et dans les régions côtières de Colombie, de l'Équateur et du Pérou.

Les pétrolières sont également attirées par des réserves de gaz extrêmement importantes et encore peu exploitées. La réserve de gaz naturel, Camisea Gaz située en Amazonie péruvienne, considérée l'une des plus grandes d'Amérique du Sud, est estimée à 13 trillions de pieds cubes. Vingt-six communautés Machiguenga habitent cette région stratégique. Ce mégaprojet gazier est géré principalement par la pétrolière Hunt du Texas qui a des liens très étroits avec l'administration Bush.⁴ Ce gigantesque projet de gaz « LNG » fait concurrence au mégaprojet gazier en Bolivie du consortium « Pacifique LNG » (BG Group Plc, Repsol YPF, Pan American Energy, filiale argentine de BP). Le gaz de la réserve de Margarita en Bolivie sera transporté par un pipeline de 600 km jusqu'à un port d'exportation chilien ou péruvien. (2005-2006). En février 2003, la pétrolière Hunt commença à discuter avec le Consortium Pacifique LNG de la possibilité d'intégrer les deux mégaprojets gaziers pour l'exportation du gaz aux États-Unis et au Mexique.

CARTE 1: PROJET CAMISEA, PÉROU



Source: [Pluspetrol](#)

Encadré no. 1 : Mécanismes de Contrôle du territoire en Asie du Sud-Est et en Afrique

Cet essor des groupes pétroliers en Amérique latine n'est pas un cas isolé. Les mécanismes de contrôle du territoire par les géants du pétrole sont sensiblement les mêmes dans d'autres régions du monde. En fait, il s'agit des mêmes sociétés avec la même ligne de conduite, toujours appuyées par le pouvoir militaire des États-Unis.

En Indonésie, par exemple, ExxonMobil possède un contrôle majeur sur les ressources pétrolières situées dans des espaces autochtones (juxtaposées au peuple Aceh). Géant numéro un des richesses pétrolières et gazières (suivi de près par la BPAmoco), Exxon est accusée de complicité avec le gouvernement indonésien dans des actions meutrières à l'endroit du peuple Aceh.⁶ (Une plainte a été déposée à la cour du district de Colombia aux États-Unis).

Un autre exemple de dérogation aux droits des autochtones est le projet indonésien de Tangguh géré en majorité par le groupe pétrolier BP. Le projet Tangguh (3,416 hectares) dans le Irian Jaya empiète les terres ancestrales des Papuas.⁷ Tout comme en Amazonie ou ces mêmes pétroliers sont présentes, les populations autochtones du Irian Jaya craignent une plus grande militarisation de la région gazière entraînant le déracinement des activités agricoles, l'enclenchement de nouveaux conflits territoriaux et socio-ethniques ainsi que la répression des populations.⁸

Ailleurs en Asie, une alliance stratégique fut érigée entre les militaires birmanes et les géants pétroliers (notamment Unocal et TotalFinaElf) pour protéger le corridor de pipeline de 690 kilomètres parcourant des terres autochtones (Tavoyans, Mon et Karen) de la Birmanie à la Thaïlande (début des années quatre-vingt-dix).

Avec le financement de la Banque mondiale,⁹ le consortium Exxon, Shell et TotalFinaElf ont construit un oléoduc de 1050 km traversant le Tchad et le Cameroun (contaminant la région la plus fertile du Tchad, le grenier de l'Afrique Centrale). Au Cameroun le pipeline coupe la forêt tropicale et le territoire des autochtones Baka (près de 11 000 personnes), nomades connus sous le nom de Pygmées. C'est ainsi que la route du pipeline au Tchad parcourt une région où il n'existe pas de droit foncier (les terres sont publiques). Au Tchad, au moins 200 personnes s'opposant au projet ont été tuées par les forces de sécurité. La Banque Mondiale a financé le consortium de Exxon (les profits de la pétrolière sont d'au moins 40 fois le revenu du Tchad), Shell, TotalFinaElf. ¹⁰ La Banque mondiale justifia son financement ainsi: "because the companies need the World Bank involved to reduce the financial risk of investing in the politically volatile region and to solicit other investors."¹¹

Ironiquement, l'annonce du financement de la Banque mondiale coïncidait avec la publication d'un rapport de la Banque mondiale intitulé " Causes économiques des guerres civiles et leurs implications politiques ". Ce rapport affirme que l'exploitation des ressources stratégiques, notamment le pétrole et le gaz, constituait la principale cause de cinquante guerres civiles à travers le monde. "Des pays ordinairement préservés des conflits internes, génèrent des sociétés hautement dangereuses quand leurs volumes d'exportations deviennent substantiels".¹²

De l'Asie centrale à l'Amérique latine: militarisation et ressources pétrolières

Les accords militaires entre les États-Unis et la Colombie reproduisent le modèle de militarisation du « corridor de pipeline » transcaucasien géré par les géants pétroliers. (voir encadré No 2.) En Amérique latine, la Colombie constitue le principal axe géopolitique de la militarisation des espaces stratégiques. Le Plan Colombie fut signé en 1999 afin de protéger les intérêts financiers et géopolitiques des mégasociétés anglo-américaines, notamment les puissances pétrolières.

L'autorisation de nouveaux forages de ces sociétés dans des « zones à risque » a été facilitée par le Plan Colombie. Les espaces comportant des conflits armés, riches en hydrocarbures, deviennent le prétexte parfait pour militariser les régions alors placées sous haute surveillance. Alors que le pipeline Cano Limon, géré majoritairement par Occidental Petroleum (Oxy), avait été attaqué 170 fois par la guérilla, le Congrès américain votait en faveur de la militarisation de la zone Cano Limon en 2002.

Encadré No. 2 Le Corridor eurasien

En Asie Centrale, les accords militaires du GUUAM permettaient « explicitement » la « protection militaire » des infrastructures pétrolières dans le corridor eurasien: « The essential part of cooperation will be the security of the Eurasian corridor where the GUAM Group and Central Asian Group

have great possibilities for interaction.”¹³ L’Azerbaïdjan, la Georgie, l’Ukraine, l’Ouzbékistan (membre en 1999) et la Moldavie sont les signataires de cet accord qui devait assurer la « coopération pour le développement du pipeline transcaucasien eurasiatique ». En octobre 1998, les délégués des pays du GUUAM s’étaient réunis à Washington avec les représentants de la Banque Mondiale et du FMI pour déterminer les points importants de la coopération, notamment les projets de constructions de pipelines.¹⁴

Le consortium du pipeline Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC), de la mer est dominé par le géant pétrolier BP. Le développement de ce mégaprojet entraînera des coûts de près de trois milliards de dollars. Le pipeline de 1760 km s’étend de la mer Caspienne au port méditerranéen de la Turquie avec une capacité de transport d’un million de barils de pétrole brut par jour. Il traverse des villages kurdes, augmentant ainsi les conflits internes entre ces populations et l’État turc.¹⁶ L’accord turc (signé le 25 août 2002 à Londres) prévoit que le pipeline ne sera pas sous les lois turques. Cependant le consortium pétrolier peut exiger la militarisation de la zone du pipeline par l’armée turque (des accords similaires ont été signés avec la Georgie et l’Azerbaïdjan):

*The contract overrides all Turkish laws except the constitution. It insulates the oil companies from any change in either Turkish law or international law: if, for example, new taxes or new environmental or health and safety rules are introduced, the agreement takes priority. In effect, it forces Turkey to flout international law in order to protect the consortium. BP appears to be legally exempt from paying compensation to anyone affected by oil spills or other impacts of the pipeline project. Turkey has promised that its security forces will defend the consortium from “civil disturbances”, but neither the government nor the companies are obliged by the agreement to respect human rights. BP may terminate the contract at any time. Turkey may not.*¹⁷

Le plan Colombie a des répercussions sur les pays limitrophes qui ont commencé à militariser leurs frontières. Le Pérou, le Venezuela ont augmenté la militarisation des frontières alors que le Brésil amorçait le projet de surveillance des frontières de l’Amazonie par radar Sivam (Système de vigilance d’Amazonie développé par des entreprises états-uniennes). En Équateur, un accord militaire signé en novembre 1999 entre Quito et Washington accorde le droit aux États-Unis d’utiliser la base militaire de Manta (située sur la côte nord-ouest) pour surveiller et contrôler les activités illégales liées au narcotrafic (incluant les vols clandestins).¹⁸ L’Équateur veille également à la militarisation des espaces stratégiques, comprenant le corridor de pipeline OCP (en construction).

Afin de consolider le Plan Colombie, le congrès américain adopta « une aide » de plus de 730 millions de dollars pour l’année 2002 aux pays andins (Colombie, Pérou, Équateur, Venezuela, Bolivie) ainsi qu’aux pays limitrophes (Brésil, Panama) sous prétexte de la « lutte contre les narcotraficants » et le « renforcement de la démocratie ». « L’Initiative andine » (Iniciativa contra las Drogas en la Región Andina –ACI), appelée « l’offensive sud de la Colombie » par l’administration Bush, avait pour but de renforcer la militarisation du Pérou, de la Bolivie, du Venezuela, du Brésil et de Panama en octroyant un prêt qui servirait en majorité à l’achat de matériel militaire ainsi qu’à l’entraînement des militaires latino-américains par l’armée états-unienne. Cette « initiative andine » favorisait également la militarisation des territoires stratégiques, à savoir les espaces pétroliers.

« En 2001, la Colombie a été la source de presque 2% des importations pétrolières des États-Unis d’où un intérêt mutuel pour protéger cette valeur économique. » (discours de Bush au Congrès américain, février 2002)¹⁹

Militarisation de l’axe amazonien

La militarisation de l’Amazonie, vaste réserve pétrolière et gazière, a pris une ampleur considérable depuis la signature du Plan Colombie. Parallèlement, plusieurs accords militaires furent signés entre les pays d’Amérique du Sud.²⁰ Le Brésil a signé des accords de coopération militaire avec l’Équateur et le Pérou dans le cadre du programme de sécurité Sivam (août 2002). Le Brésil a déployé une nouvelle force militaire près de la frontière colombienne, faisant passer le nombre de militaires de 3.300 à 23.000. De plus, une nouvelle base militaire fut construite à Sao Gabriel, près de la frontière, et un nouvel accord fut signé avec les États-Unis concernant la base militaire d’Alcântara dans l’état du Maranhão: « L’Amazonie est menacée et la défense de cette région de 5.5 millions de kilomètres carrés est la première priorité des Forces Armées du Brésil. »²¹

Dans ce contexte, il faut prendre en considération l’ensemble des ressources stratégiques de l’Amazonie. Cette méga-région d’Amérique latine possède de considérables richesses d’hydrocarbures, de minéraux, de forêts ainsi qu’une biodiversité exemplaire convoitée par l’industrie pharmaceutique. L’Amazonie constitue également une région stratégique dans le commerce de la drogue. Par ailleurs, le président de Colombie, Alvaro Uribe, créa une vive polémique en sollicitant l’aide des États-Unis pour militariser et contrôler l’Amazonie (janvier 2003).²²

« Nous proposons que se déploie une force aérienne et maritime multilatérale dirigée par les États-Unis pour combattre avec détermination le problème de la drogue et du terrorisme en Colombie. Ces réalités pourraient détruire l’Amazonie et avoir des impacts sur toute la région sud-américaine. » (...) Je constate que les conflits sous-jacents au narcotrafic et au terrorisme en Colombie mettent en péril la stabilité démocratique du continent, à moyen et à long terme, et que cette situation est peut-être plus importante que le conflit en Irak. »²³

« Pourquoi ne pourrions-nous pas penser à une opération semblable (à l’Irak) pour dérouter le narcotrafic à l’échelle internationale. On aurait besoin d’une vraie opération; il y a beaucoup de discours à ce sujet mais aucune action significative. » (Alvaro Uribe, Président de Colombie)²⁴

Les Plans Colombie et Puebla-Panama

Au Mexique et en Amérique Centrale, le Plan Puebla-Panama proposé par le Président Mexicain Vicente Fox en juin 2000 (avec l’accord de l’ensemble des pays d’Amérique centrale) prévoit également la militarisation le long de couloirs de développement. Les Plans Colombie et Puebla-Panama s’intègrent au projet des accords de libre commerce des Amériques.

Ce « libre commerce » prône la « sécurité » des espaces stratégiques appropriés par les mégasociétés états-uniennes, notamment pétrolières. Il vaut également de mentionner que la militarisation du « Chiapas autochtone » (depuis le soulèvement zapatiste en 1992) coïncide avec la découverte de réserves pétrolières importantes dans cette région.

Il semble désormais se constituer une « intégration régionale militarisée » qui suit les axes des ressources stratégiques dans l’ensemble de l’Amérique latine.

Micheline Ladouceur

Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) Mai 2003

NOTES

1. Voir Washington Post, « Argentina needs attention », in *FTAA news*, 10 janvier 2001, http://www.stopftaa.org/news/news_argentina.html
2. Voir carte sur le site d’Amazonwatch : <http://www.amazonwatch.org/maps/bolivia/transredmap.pdf>
3. Voir carte sur le site de Gasin, « Gasoducto de la Integración », page 12, http://www.energiabrasil.gov.br/estudos_pesquisas/GASIN_spn.pdf
4. Cheney fut le Chef exécutif de Halliburton jusqu’à l’année 2000. Le Vice-président de Hunt Oil, une autre compagnie impliquée dans le mégaprojet, le Président de Hunt Oil Hunter Hunt est un ami et collaborateur de George W. Bush James V. Grimaldi. Voir : “Texas Firms Line Up U.S. Aid in Peru”, *Washington Post*, 20 novembre 2002, <http://www.globalpolicy.org/soecon/envronmt/2002/1124peru.htm>
5. voir également sur le site de Huntoil : « Hunter Hunt, vice-président », 17 décembre 2002, http://www.huntoil.com/h_hunt.asp

6. La méga-fusion Exxon-Mobil s'est faite en 1998. Exxon possède d'importants intérêts en Argentine, au Honduras et au Venezuela. Les pétrolières ont eu un rôle important dans la politique latino-américaine, dont le conflit entre l'Équateur et le Pérou en 1941.
7. BP gère 50% des réserves de Tangguh dans la province de Papua qu'il partage avec Mitsubishi (16%), Nippon Oil Exploration (12%), British Gas (11%), Kanematsu Corp (10%) et LNG Japan (1%).
8. Le gouvernement de Megawati (ministre senior des affaires politiques et de sécurité, Bambang Yuhyono Susito) a déjà envoyé des troupes : 32,500 policiers et soldats dans les « zones de conflits » incluant l'Ouest de Papouasie et Aceh où se trouvent les installations pétrolières d'Exxon.
9. En octobre 1999, la Banque Mondiale a accordé un prêt de \$225 million pour la construction du pipeline au Tchad (par l'entremise du IFC). "World Bank asked to stop oil pipeline", *Mirror*, 9 octobre 1998.
10. Voir Global Response, "Stop World Bank Funding for Oil Pipeline / Chad-Cameroon", *GR Action* # 4/99, juillet 1999, http://www.globalresponse.org/gra_index/gra0499.html
11. Economicjustice Now, "Stop World Bank Loan to Exxon for Chad-Cameroon Pipeline", 1999, <http://www.economicjustice.org/chadCameroon.html>
12. Paul Collier, directeur de recherche pour le département Développement économique de la Banque mondiale in Roch Sonnet, « Selon la Banque mondiale : les matières premières, premières causes des guerres en Afrique » *Journal : Découverte*, 25 juillet 2000, <http://www.afrik.com/journal/dossier/dossier-9003-2.htm>
13. The GUUAM Group: History and principles, novembre 2000, <http://www.guam.org/general/history.html>
14. Voir carte sur le site du GUUAM: <http://www.guam.org/general/browse.html>
15. Consortium: BP (38.21%), Unocal (8.9%), Statoil (Norway) 9.58%, Turkiye Petroleum-TPAQ 7.55% (Turquie), ENI 5% (Italie), TotalFinaElf 5% (France), Itochi Oil 3.40%(Japon), Amerada Hess 2.36% (Arabie Saoudite), State Oil Company –SOCAR 25%(Azerbaïdjan).
16. La route du pipeline Georgie-Turquie, contournant la zone de conflits en Arménie, « réflète la stratégie occidentale d'écarter l'Iran, la Tchécénie et la Russie ». Owen Bowcott, "BP pipe plan to pour oil on conflict", *The Guardian*, 29 octobre 2002, <http://www.guardian.co.uk/oil/story/0,11319,821096,00.html>
17. George Monbiot, "Trouble in the Pipeline", *The Guardian*, 3 septembre 2002, <http://www.guardian.co.uk/comment/story/0,3604,785098,00.html> 18. "Foreign Ministry pushes for the Free Trade negotiations, while targeting Colombian border issues", *InternationaReport.net*, 2001, http://www.internationalreports.net/the_americas/ecuador/2001/foreignministry.html
19. *Servicio noticioso desde Washignton*, "Propuesta presupuestaria incluye financiamiento iniciativa andina contra drogas", 4 février 2002, <http://usinfo.state.gov/espanol/colombia/02020401.htm>
20. "Brasil amplia cooperação militar com vizinhos", *O Estado de Sao Paulo*, 17 août 2002, <http://www.estado.estadao.com.br/editorias/2002/08/17/pol017.html>
21. Roberto Godoy, "Forças Armadas levam 23 mil à Amazônia", *O Estado de Sao Paulo*, <http://www.estado.estadao.com.br/editorias/2002/12/11/pol019.html>
22. La Fogata Digital, "Uribe Vélez le pide a EEUU que invada el Amazonas", 5 février 2003, http://www.lafogata.org/003latino/latino2/col_uribe.htm .
23. "Proponemos que se despliegue en los cielos y mares una fuerza multilateral liderada por Estados Unidos para combatir con toda fortaleza el problema de la droga y el terrorismo en Colombia, que potencialmente puede destruir la Amazonía e impactar en toda la región sudamericana."(...) "Yo veo que es más grave el conflicto del narcotráfico y el terrorismo en Colombia para la estabilidad democrática del continente, en el mediano y largo plazo, que el mismo conflicto de Irak" *El Ciudadano*, "Uribe quiere que EE.UU. invada Colombia como Irak", 16 janvier 2003, <http://elciudadano.net/16-01-2003/mundo/venezuela.php>
24. "¿Por qué no se piensa en una operación semejante para derrotar el narcotráfico de los mares y cielos internacionales? Se necesita una operación de verdad, hay mucho discurso pero falta más acción." "Uribe pide a EEUU despliegue militar", *Ultimas noticias*, 16 janvier 2003, <http://www.ultimasnoticias.com.ve/ediciones/2003/01/16/p22n1.htm>

Suite : « Les enjeux du pétrole en Colombie »

Copyright © 2015 Global Research